

1.2 Union européenne

L'activité au sein de l'**Union européenne (UE)** ralentit mais reste solide en 2016 : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de + 1,9 % en volume, après + 2,3 % en 2015. Le PIB de l'UE représente 21,8 % du PIB mondial. Ainsi, l'UE se place en 2^e position du classement des ensembles économiques, derrière les États-Unis (24,7 %) et devant la Chine (14,9 %). La production industrielle européenne augmente légèrement entre 2010 et 2016 (+ 5,6 %). Toutefois, cette croissance reste relativement lente par rapport à certains pays membres du G20. En effet, sur la même période, la production industrielle a progressé de 9,4 % aux États-Unis, de 19,7 % en Inde et de 26,1 % en Turquie. Par ailleurs, en 2015, la part des **dépenses de recherche et développement** est relativement modeste dans l'UE (2,0 points de PIB) par rapport à la Corée du Sud (4,2 points), au Japon (3,3 points) et aux États-Unis (2,8 points). Elle est toutefois supérieure à celle de la Russie ou de l'Afrique du Sud (respectivement 1,1 et 0,7 point de PIB).

Le solde des échanges de biens et services dépasse 3 % du PIB dans l'UE en 2016. Cependant, cet excédent au niveau de l'UE masque d'importantes disparités nationales : la balance des biens et services est par exemple excédentaire aux Pays-Bas (+ 11,0 %) et en Allemagne (+ 8,0 %), mais elle est déficitaire en France (- 1,9 %) et au Royaume-Uni (- 2,2 %).

La structure démographique de l'UE est celle d'une économie développée. En particulier, la part de la population âgée de 65 ans ou plus (19,2 % de la population totale en 2016) dépasse celle des moins de 15 ans (15,6 %). Le PIB par habitant de l'UE, de 39 850 dollars en 2016, est proche de celui du Japon (41 534 dollars par habitant), mais très inférieur à celui des États-Unis (57 591 dollars par habitant). Au sein de l'UE, le PIB par habitant, mesuré en **standard de pouvoir d'achat (SPA)**, souligne de fortes disparités entre les États. En effet, le PIB par habitant en SPA est supérieur à la moyenne de l'UE dans les pays nordiques, au Benelux, en Allemagne, en Autriche, en France, en Irlande et au Royaume-Uni. En revanche, le PIB par habitant en SPA le plus bas est mesuré en Bulgarie où il est deux fois plus faible que la moyenne de l'UE.

La situation du marché du travail est également hétérogène au sein de l'UE. Ainsi, si la valeur moyenne du **taux de chômage** dans l'UE s'établit à 8,6 % de la population active âgée de 15 à 74 ans en 2016, les taux nationaux s'échelonnent de moins de 5 % en République tchèque, en Allemagne, à Malte et au Royaume-Uni à plus de 19 % en Grèce et en Espagne. De même, le **taux d'emploi** s'établit en moyenne à 66,6 % dans l'UE en 2016, mais il se situe à des niveaux inférieurs à 60 % en Grèce, en Croatie, en Italie ou en Espagne alors qu'il avoisine les 75 % en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark ou en Suède. ■

Définitions

Union européenne (UE) : association volontaire, économique et politique, de 28 États européens, visant à assurer le maintien de la paix en Europe et à favoriser le progrès économique et social. Sans équivalent dans le monde, l'UE est dotée d'institutions communautaires auxquelles les États membres délèguent ou transmettent l'exercice de certaines compétences. L'UE dispose ainsi de compétences propres dans des domaines comme la politique agricole commune, la pêche ou la politique commerciale. L'un des objectifs majeurs de la construction européenne, le marché intérieur, constitue un marché unique au sein duquel les biens, les services, les capitaux et les personnes doivent pouvoir circuler librement. L'euro est la monnaie commune de 19 États membres.

Dépense intérieure de recherche et de développement, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), produit intérieur brut (PIB), standard de pouvoir d'achat (SPA), taux de chômage, taux d'emploi, Traité de Maastricht : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'UE en 2016 – Rapport général sur l'activité de l'Union européenne », Commission européenne, 2017.
- « Chiffres clés de l'Europe », Eurostat, édition 2017.
- « The EU in the world », Eurostat, édition 2016.
- « La France dans l'Union européenne », *Insee Références*, édition 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Pays membres de l'UE en 2016

	Part de la population ayant moins de 15 ans en %	Part de la population ayant 65 ans ou plus en %	Taux d'emploi des 15 à 64 ans en %	Taux de chômage ¹ des 15 à 74 ans en %	PIB total en millions de SPA ²	PIB par habitant en SPA ²	Solde des échanges de biens et services en % du PIB	Variation annuelle des prix à la consommation ³ en %
Allemagne	13,2	21,1	74,7	4,1	2 955 934	35 800	8,0	0,4
Autriche	14,3	18,5	71,5	6,0	324 036	37 100	3,4	1,0
Belgique	17,0	18,2	62,3	7,8	386 321	34 200	1,4	1,8
Bulgarie	14,0	20,4	63,4	7,6	101 346	14 200	4,3	-1,3
Chypre	16,4	15,1	63,7	13,0	(p) 20 408	24 000	(p) -0,8	-1,2
Croatie	14,6	19,2	56,9	13,4	72 134	17 500	3,1	-0,6
Danemark	16,8	18,8	74,9	6,2	208 729	36 500	6,8	0,0
Espagne	15,1	18,7	59,5	19,6	(p) 1 238 671	26 700	(p) 3,0	-0,3
Estonie	16,1	19,0	72,1	6,8	28 522	21 700	3,9	0,8
Finlande	16,3	20,5	69,1	8,8	174 301	31 700	-1,3	0,4
France	(p) 18,5	(p) 18,8	64,2	10,1	(p) 2 029 001	30 300	(p) -1,9	0,3
Grèce	14,4	21,3	52,0	23,6	(p) 208 512	19 300	(p) -0,7	0,0
Hongrie	14,5	18,3	66,5	5,1	193 874	19 800	10,0	0,4
Irlande	21,9	13,2	64,8	7,9	249 294	53 200	22,0	-0,2
Italie	13,7	22,0	57,2	11,7	1 699 697	28 000	3,4	-0,1
Lettonie	15,2	19,6	68,7	9,6	37 052	18 900	0,9	0,1
Lituanie	14,7	19,0	69,4	7,9	62 730	21 900	1,3	0,7
Luxembourg	16,5	14,2	65,6	6,3	44 158	75 600	35,1	0,0
Malte	14,2	19,0	65,8	4,7	12 124	27 700	11,0	0,9
Pays-Bas	16,5	18,2	74,8	6,0	(p) 638 828	37 500	(p) 11,0	0,1
Pologne	15,0	16,0	64,5	6,2	771 939	20 200	3,9	-0,2
Portugal	(e) 14,1	(e) 20,7	65,2	11,2	(p) 231 579	22 400	(p) 0,9	0,6
Rép. tchèque	15,4	18,3	72,0	4,0	271 464	25 700	7,4	0,6
Roumanie	15,5	17,4	61,6	5,9	(p) 339 309	17 200	(p) -0,9	-1,1
Royaume-Uni	(e) 17,7	(e) 17,9	73,5	4,8	2 068 333	31 500	-2,2	0,7
Slovaquie	15,3	14,4	64,9	9,7	121 929	22 500	3,5	-0,5
Slovénie	14,8	18,4	65,8	8,0	50 477	24 400	9,2	-0,2
Suède	17,4	19,8	76,2	6,9	358 627	36 100	4,9	1,1
UE	(p) 15,6	(p) 19,2	66,6	8,6	14 904 218	29 100	3,4	0,3

1. Moyenne annuelle.

2. Standard de pouvoir d'achat, unité de mesure facilitant les comparaisons internationales.

3. Taux de variation entre 2015 et 2016 de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) global.

Source : Eurostat (extraction du 23 octobre 2017).

Situation de l'UE dans le monde

	PIB ¹ 2016 en dollars par habitant	Part du PIB mondial 2016 en %	Commerce de biens et services 2016 en % du PIB	Dépenses intérieures de R&D ² 2015 en % du PIB	Production industrielle 2016 en base 100 en 2010	Consommation intérieure brute d'énergie 2015 en M de tonnes d'équivalent pétrole	Taux de chômage des 15 ans et plus ³ 2016 en %	Taux de chômage des 15 à 24 ans ⁴ 2016 en %	Variation annuelle des prix à la consommation ⁵ 16/15 en %
Afrique du Sud	(e) 13 329	0,4	0,1	0,7	...	142,0	25,9	52,3	6,6
Arabie saoudite	54 509	0,8	0,5	221,7	5,5	31,2	3,5
Argentine	(e) 20 452	0,7	-0,7	0,6	...	86,0	6,6	16,1	...
Australie	(e) 47 770	1,7	-2,2	2,1	111,9	125,3	5,7	12,5	1,3
Brésil	(e) 15 243	2,4	0,4	...	83,4	298,0	11,5	24,6	8,7
Canada	44 025	2,0	-2,4	1,7	110,6	270,2	7,1	13,6	1,4
Chine	14 388	14,9	2,2	2,1	...	2 973,3	4,6	10,6	2,0
Corée du Sud	(p) 35 751	1,9	6,8	4,2	109,2	272,7	3,7	10,6	1,0
États-Unis	57 591	24,7	-2,8	2,8	109,4	2 188,3	4,9	10,9	1,3
Inde	4 114	3,0	-1,5	...	119,7	851,1	3,5	9,6	4,9
Indonésie	(e) 11 126	1,2	0,8	225,4	5,6	18,6	3,5
Japon	(e) 41 534	6,6	1,0	3,3	97,1	429,8	3,1	5,4	-0,1
Mexique	(e) 18 583	1,4	-1,8	0,5	109,6	187,4	4,0	7,9	2,8
Russie	(e) 23 225	1,7	5,2	1,1	113,4	709,7	5,7	15,5	7,0
Turquie	(e) 24 807	1,1	-3,0	0,9	126,1	128,8	10,3	18,9	7,7
UE	39 850	21,8	3,4	2,0	105,6	1 627,5	8,6	20,8	0,3

1. Données 2009 pour l'Inde ; 2015 pour la Chine et l'Indonésie.

2. Dépenses intérieures brutes ; données 2013 pour l'Afrique du Sud et l'Australie.

3. Données pour les principales villes et aires métropolitaines en Argentine ; personnes de 16 et plus enregistrées et vivant en aires urbaines en Chine.

4. Principales villes et aires métropolitaines pour l'Argentine ; personnes sans emploi et cherchant un emploi pour le Brésil ; 16 à 24 ans pour les États-Unis.

5. Taux de variation annuel ; les données de l'Argentine ne sont pas disponibles actuellement suite à un état d'urgence décrété par le gouvernement argentin sur le système statistique national le 7 janvier 2016.

Sources : Banque Mondiale ; Eurostat (extraction du 23 octobre 2017) ; FMI ; International Energy Agency ; OCDE.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

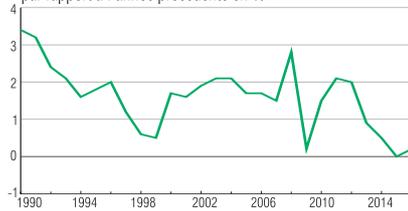
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales